

**Décision n° 2007-1019
de l'Autorité de Régulation des Communications Électroniques et des Postes
en date du 15 novembre 2007
attribuant des ressources en numérotation à
la société Jet Multimedia France
(numéro court 3646)**

L'Autorité de Régulation des Communications Électroniques et des Postes ;

Vu le code des postes et des communications électroniques, et notamment ses articles L.36-7 et L.44 ;

Vu le dossier de déclaration déposé par la société Jet Multimedia France (récépissé de l'Autorité de Régulation des Communications Électroniques et des Postes n° 07-0953 en date du 22 mars 2007) ;

Vu la décision n° 2005-1084 de l'Autorité de Régulation des Communications Électroniques et des Postes en date du 15 décembre 2005 approuvant les règles de gestion du plan national de numérotation ;

Vu la décision n° 2005-1085 de l'Autorité de Régulation des Communications Électroniques et des Postes en date du 15 décembre 2005 modifiée fixant l'utilisation des catégories de numéros du plan national de numérotation ;

Vu la décision n° 06-0360 de l'Autorité de Régulation des Communications Électroniques et des Postes en date du 16 mars 2006 relative à la durée d'attribution des ressources en numérotation ;

Vu le courrier de la société Jet Multimedia France reçu le 31 octobre 2007 ;

Après en avoir délibéré le 15 novembre 2007 ;

.../...

Décide :

Article 1er – Le numéro court 3646 est attribué, jusqu'au 15 novembre 2027, à la société Jet Multimedia France (Siren : 413 985 292) pour l'accès à un service à valeur ajoutée.

Article 2 - La société Jet Multimedia France acquitte, pour le numéro court attribué à l'article 1^{er}, la taxe prévue à l'article L.44 du code des postes et des communications électroniques susvisé.

Article 3 - Conformément aux dispositions de l'article L.44 du code des postes et des communications électroniques, le numéro court attribué à l'article 1^{er} ne peut pas être protégé par un droit de propriété intellectuelle ou industrielle. Il ne peut faire l'objet d'un transfert qu'après accord de l'Autorité de Régulation des Communications Électroniques et des Postes.

Article 4 - Au 31 janvier de chaque année, la société Jet Multimedia France adresse à l'Autorité de Régulation des Communications Électroniques et des Postes un rapport sur l'utilisation effective du numéro court attribué.

Article 5 - Le chef du service Opérateurs et régulation des ressources rares de l'Autorité de Régulation des Communications Électroniques et des Postes est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée au demandeur.

Fait à Paris, le 15 novembre 2007

Pour le Président,
Le membre du Collège présidant la séance

Edouard Bridoux